

ABIDJAN, LE 18 JUIN 2018

NOTE D'ANALYSE SUR LE TERRORISME



THEME :

LA POLITIQUE DE SECURITE DE LA TURQUIE FACE A LA MENACE TERRORISTE

CONTEXTE

Le CENTRE DE RECHERCHE POLITIQUE D'ABIDJAN (CRPA) et l'AMBASSADE DE LA REPUBLIQUE DE TURQUIE en Côte d'Ivoire ont organisé conjointement une conférence le jeudi 17 mai 2018 à 13h, à Abidjan plus précisément à l'Immeuble Carbone sis à Cocody-Danga.

La conférence a porté sur « **LA POLITIQUE DE LA SECURITE DE LA TURQUIE FACE A LA MENACE TERRORISTE** » et a été animée par le Professeur Docteur BERIL DEDEOGLU, Spécialiste de la Sécurité internationale et de la Politique étrangère turque.

Cette note d'analyse est une retranscription intégrale de l'intervention de la conférencière Prof. Dr. BERIL DEDEOGLU.

OBJECTIF ET ENJEU DE LA CONFERENCE

L'objectif de cette conférence est d'analyser la politique de sécurité de la Turquie en matière de lutte contre le terrorisme. Au-delà de la connaissance sur la conception et la mise en œuvre de la politique de sécurité d'un État engagé dans la lutte contre le terrorisme depuis quatre décennies, la problématique est un enjeu majeur comme l'a souligné Dr Flan Moquet César dans son allocution : *« Si nous sommes instruits de la politique de sécurité en matière terroriste d'un acteur essentiel comme la Turquie, alors nous pourrions en dégager des enseignements. Cette conférence peut enrichir notre perception de la menace terroriste, corriger ou améliorer nos stratégies de prévention et de lutte contre le terrorisme. Cette conférence peut ouvrir des pistes de réflexion, elle peut nous amener à suggérer des propositions pour un bon adressage du défi sécuritaire alimenté par le terrorisme non seulement en Côte d'Ivoire, mais aussi en Afrique et partout ailleurs. »*

PARTICIPANTS

Il convient de noter qu'une diversité d'acteurs ont pris part à cette conférence ; parmi lesquels une quinzaine de représentations diplomatiques accréditées en Côte d'Ivoire, les ministères, les directions centrales et unités spécialisées de l'Etat de Côte d'Ivoire en charge de la sécurité et de la défense, des écoles de formation militaire et policière, des enseignants- chercheurs, des étudiants et étudiantes.

COMMUNICATION DU PROFESSEUR DOCTEUR BERIL DEDEOGLU

Thème : « LA POLITIQUE DE LA SECURITE DE LA TURQUIE FACE A LA MENACE TERRORISTE ».

Présenté par le **Professeur Docteur BERIL DEDEOGLU**, *Spécialiste de la Sécurité internationale et de la Politique étrangère turque.*

Comme nous le savons tous, le terrorisme est une menace essentielle dans le monde d'aujourd'hui. C'est un instrument politique, avec un caractère international ; et son objectif, est de dérailler la vie politique normale dans les pays pris pour cible.

Le terrorisme fait partie des moyens conventionnels de lutte et il se distingue par la mise en avant des populations civiles dans ses activités. Les terroristes disent qu'ils luttent pour libérer leur pays, pour créer un nouvel Etat, ou pour des objectifs idéologiques comme le socialisme, le communisme ou l'extrême nationalisme, ou encore pour les croyances religieuses. En fait, les terroristes sont des instruments utilisés dans la lutte globale des puissances. Le terrorisme essaye de mobiliser les personnes ou les peuples pour accomplir des objectifs stratégiques.

Quant à la lutte contre ce phénomène, on utilise des concepts tels anti-terrorisme, contre-terrorisme, ou simplement, la lutte contre le terrorisme. L'anti-terrorisme, c'est l'élimination des militants par des moyens militaires. Le contre-terrorisme consiste à éviter la réalisation des attentats. La lutte contre le terrorisme est une lutte plus générale, qui vise à mettre fin au climat qui favorise le terrorisme.

La Turquie connaît le terrorisme depuis fort longtemps. Même si l'arrière-plan historique est vaste dans ce domaine, on peut identifier quatre périodes essentielles concernant le terrorisme en Turquie.

Tout d'abord, il faut évoquer les assassinats des diplomates turcs en poste à l'étranger par l'organisation terroriste arménienne, l'ASALA (Armée secrète arménienne de Libération de l'Arménie). Celle-ci commença à commettre ses attentats en 1973 et l'un de ses objectifs était de faire entendre les allégations de génocide à travers le monde. Ces attentats avaient aussi pour but l'isolement de la Turquie sur le plan international. Ce n'est évidemment pas une coïncidence que les actions de l'ASALA commencèrent à un moment où les relations de la Turquie étaient au plus bas avec l'Occident en raison de l'intervention humanitaire qu'elle avait entreprise à Chypre.

En raison des attentats de l'ASALA, la Turquie a classifié ses partenaires entre ceux qui prennent des mesures contre cette organisation et ceux qui la protègent. Après chaque attentat, la Turquie a accusé les pays impliqués de ne pas lutter contre l'ASALA, ce qui a provoqué des crises diplomatiques.

En fait, c'était exactement cela que l'ASALA cherchait. A l'époque, la Turquie n'a pas réussi à développer une diplomatie publique pour expliquer ses positions et à la place, elle a adopté une ligne diplomatique dure, ce qui a nui aux relations de la Turquie avec les pays occidentaux, notamment européens.

La Turquie de l'époque a considéré que la lutte contre le terrorisme était avant tout une lutte diplomatique, et elle a aussi utilisé les moyens des services de renseignement dans cette lutte. Malheureusement, la Turquie n'a pas pu activement utiliser les instruments juridiques, politiques, idéologiques et sociaux dans cette lutte. La réaction de la Turquie était canalisée vers les dirigeants des pays où les attentats étaient commis, plus que les terroristes eux-mêmes. Dans ce contexte, il n'a pas été possible pour la Turquie de faire prévaloir ses thèses sur le génocide.

La deuxième période a commencé juste après la disparition de l'ASALA, avec l'apparition du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan). Ce n'est non plus pas une coïncidence que le déclin de l'ASALA a été suivi, tout de suite après, par l'ascension du PKK. Sans oublier de noter que les attentats de l'ASALA sont survenus dans la période qui a suivi le coup d'Etat de 1971, alors que le PKK est apparu après le coup d'Etat de 1980.

Contrairement à l'ASALA, le PKK a choisi ses cibles à l'intérieur du pays. Ces attentats n'ont pas ciblé les populations civiles dans un premier temps, alors que les pays occidentaux estiment que le terrorisme cible, avant tout, les civils. Le PKK a pris pour cible les fonctionnaires, les soldats, les policiers ou les instituteurs. Dans ce contexte, la lutte de la Turquie contre le PKK a été avant tout militaire, et la lutte contre le terrorisme est entièrement confiée à l'état-major de l'armée.

Tout comme l'ASALA, le PKK a nui aux relations de la Turquie avec l'Europe. Cette organisation terroriste se disait un mouvement d'indépendance marxiste-léniniste, alors, certains milieux en Europe ont considéré les militants du PKK comme des combattants de la liberté. Ceci a poussé la Turquie à voir dans le PKK un instrument des impérialistes occidentaux, dégradant les relations de la Turquie avec l'Occident.

Le PKK n'a pas uniquement joué sur les relations turco-européennes, mais aussi sur les relations de la Turquie avec ses voisins moyen-orientaux. Les relations avec l'Irak de Saddam furent, en gros, sans problèmes, car Saddam avait adopté une position contre le PKK. Pourtant, la Syrie a choisi de fournir de l'aide logistique au PKK ; ce qui fait que ses relations avec la Turquie se sont dégradées considérablement. Le fait que le PKK, et les organisations affiliées à celui-ci, ont agi dans l'ensemble des quatre pays qui abritent des populations kurdes (la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran) le problème était un problème régional.

La fin de la guerre froide et de l'Union soviétique, ainsi que l'éruption des guerres ethniques dans les Balkans, ont annoncé les nouveaux équilibres du monde des années 1990. Dans cette période, la Russie était la grande absente et les Etats-Unis avaient l'envie de remplir ce vide. D'où les opérations militaires dans les Balkans ou en Irak. A la fin des années 1990, le PKK a presque changé de sponsor, en passant des mains de l'Europe aux

mains des Américains. L'événement symbolique de ce changement fut l'arrestation du leader du PKK au Kenya et son transfert vers une prison turque.

Au moment de la guerre en Irak, en 2003, la Turquie s'est opposée à l'intervention américaine par peur de voir le PKK se renforcer après la guerre. Cette prise de position n'a fait que renforcer le partenariat entre les Etats-Unis et le Kurdistan irakien. Sans oublier l'impact des vagues de réfugiés sur la perception du dossier irakien par la Turquie. En 1991, par exemple, suite à la répression des insurrections kurdes au nord de l'Irak, plus de 1,5 millions de réfugiés kurdes irakiens se sont massés à la frontière turque et iranienne, 300 mille d'entre eux ont franchi la frontière turque, et la Turquie a envoyé des troupes militaires à la frontière pour contrôler ce flux migratoire.

Dans ce contexte s'est ouvert la troisième période pour la Turquie en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme. L'événement marquant est bien sûr les attentats du 11 septembre 2001. Dans les années 2000, les relations de la Turquie avec les Etats-Unis étaient problématiques, mais ses relations avec l'Union européenne étaient plutôt positives. Le fait que la Turquie a participé à l'opération de l'OTAN en Afghanistan et les réformes de démocratisation réalisées dans le cadre des négociations avec l'Europe ont modifié les paramètres de la question du PKK.

Les attentats du 11 septembre ont démontré que la lutte contre le terrorisme ne peut être réussie que si elle est internationale. Par ailleurs, la normalisation des relations de la Turquie avec l'UE et les Etats-Unis ont permis de considérer que la lutte contre le PKK ne pourrait pas être exclusivement militaire. Dans ce cadre, la lutte contre la terreur a pris la forme de la lutte contre le terrorisme. Le renforcement de la protection des droits de l'homme et des libertés est considéré comme le meilleur antidote contre les organisations comme le PKK, ou autres organisations terroristes de l'extrême gauche ou du radicalisme religieux. Le développement économique, le statut de la femme, les projets de paix sociale ont été mis au-devant de la scène, dans l'objectif d'avoir une langue commune dans le pays, sur la base des souffrances communes dues au terrorisme.

La Turquie s'est rapprochée à cette époque des pays comme l'Iran, l'Irak, la Syrie, la Jordanie et même Israël pour la lutte commune contre le terrorisme. Elle a développé des projets pour établir des zones de libre-échange ou des zones démilitarisées. En somme, la politique sécuritaire de la Turquie dans le cadre de la lutte contre le terrorisme a été, sur le plan intérieur, se démocratiser et encourager le mouvement kurde à s'exprimer dans un cadre légal dans la vie politique légitime. Et sur le plan extérieur, créer des cercles de sécurité englobant les pays voisins.

Le dernier épisode de la Turquie dans la lutte contre le terrorisme a débuté avec le printemps arabe en 2010. La Turquie, avec ses partenaires occidentaux, a soutenu les insurrections populaires contre les régimes autoritaires. Mais une fois que les

Occidentaux ont compris que les régimes renversés se seraient progressivement remplacés par des régimes ayant des références islamiques, ils ont décidé de ne plus soutenir ces insurrections. Au contraire, ils ont même soutenu les coups d'Etat militaires et l'établissement de nouveaux régimes autoritaires. La tentative du coup d'Etat survenue en Turquie fait partie de ce processus.

Ce qui se passe en Syrie a, bien sûr, été un tournant dans cet épisode. L'exemple syrien a démontré que les interventions internationales ne pourront plus être envisagées dans le but de stabiliser des régions conflictuelles. La crise en Syrie est devenue une guerre par procuration menée par différentes organisations armées. L'apparition du Daesh (Organisation Etat Islamique) en 2013, et ses attentats en Turquie, n'ont fait que renforcer l'intérêt de la Turquie envers la guerre en Syrie.

La Syrie est devenue un champ de bataille entre Daesh, les forces de la coalition internationale, les forces d'Assad, les milices soutenues par l'Iran, les groupes armés kurdes, et les opposants appuyés par la Turquie. Personne ne contrôle totalement la Syrie aujourd'hui, mais chaque acteur a sa propre zone d'influence. Le conflit a permis aux organisations terroristes comme Daesh, Al-Qaida ou le PKK d'obtenir des bases arrière partout sur le territoire syrien. La coalition internationale a préféré utiliser la branche syrienne du PKK dans la lutte contre Daesh, et la Turquie a alors dû faire ses propres choix, estimant que l'Occident aurait promis l'indépendance aux kurdes syriens. Dans ce contexte, le PKK a violé le cessez-le-feu, forçant la Turquie à mettre fin au processus de paix et de lutter contre le PKK en Syrie. Vu la multiplication des attentats attribués au PKK à partir de 2015, la Turquie a repris sa politique anti-terreur.

La guerre par procuration se fait parce qu'il existe des Etats qui appuient les organisations en lutte. La Syrie est devenue une arène où les Etats-Unis, la Russie et l'Iran sont en lutte. Une lutte pendant laquelle ces Etats ont voulu écarter les autres Etats impliqués dans le dossier syrien. C'est dans ce contexte que la Turquie a été attaquée simultanément par le PKK et par Daesh, des attaques qui ont précédées la tentative du coup d'Etat du 15 juillet 2016.

Face à cette situation compliquée, la Turquie a donné la priorité à la lutte contre la terreur, au lieu de la lutte contre le terrorisme. C'est un peu la répétition de ce qui s'est passé dans le temps.

Par conséquent, les relations de la Turquie avec l'UE et les Etats-Unis se sont dégradées. Elle s'est rapprochée de l'Iran. Elle a dû stopper les réformes de démocratisation dans le pays. Dans cette période, la Turquie est appuyée par la Russie. Dans un contexte où il faut lutter simultanément sur plusieurs fronts, la Turquie a commencé à jouer un jeu d'échecs au lieu du jeu de dames traditionnel. La Turquie et l'Iran ont pu coopérer à propos du PKK, mais non pas à propos de groupes armés islamistes. Avec l'Occident, la Turquie a pu coopérer sur Daesh, mais pas sur le PKK. Avec l'Arabie saoudite, la Turquie était d'accord pour renverser Assad, mais en désaccord sur l'avenir des groupuscules islamistes.

Dans le cadre de cette lutte, la Turquie a entrepris une opération militaire à l'intérieur de la Syrie et elle a travaillé avec la Russie et l'Iran pour établir des zones de non-conflits en Syrie.

Nous savons que la complication de la Syrie est aussi le résultat de la lutte entre l'Iran et l'Arabie saoudite, qui prétendent être les leaders des axes chiites et sunnites. L'un est soutenu par la Russie, l'autre par les Etats-Unis. Par leurs soutiens, ces deux puissances majeures ont cristallisé le partage des zones d'influence au Moyen-Orient.

Pour conclure, on peut souligner deux lignes politiques majeures de la Turquie dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

La première ligne comprend les mesures militaires. Il s'agit d'une lutte anti-terreur à l'intérieur et à l'extérieur du pays. La seconde ligne comprend les mesures pour éviter l'utilisation des organisations terroristes par divers Etats. En d'autres termes, la politique contre-terreur de la Turquie utilise des moyens diplomatiques et économiques pour profiter des rivalités entre les grandes puissances. La lutte contre le terrorisme, pour sa part, a deux autres volets aussi. L'un entend gagner le cœur des peuples kurdes, et il faut admettre que la Turquie n'a pas un grand succès dans ce domaine. L'autre volet comprend la lutte contre le radicalisme religieux. C'est pour cela que la Turquie a adopté le discours officiel qui consiste à défendre l'idée que l'Islam et la terreur ne seraient pas compatibles.

La Turquie est une lutte permanente contre la terreur depuis 40 ans. Le coût de cette lutte ces trente dernières années a été de 600 milliards de dollars. 40 mille personnes ont perdu la vie lors de cette lutte. Le nombre de réfugiés en Turquie qui ont fui divers pays pour échapper au terrorisme est de 6 millions ces 30 dernières années. 3,5 millions d'entre eux sont des Syriens. Par conséquent, il n'est pas exagéré de dire que la Turquie est l'un des pays qui a souffert le plus du terrorisme dans le monde. Il n'est pas surprenant que la lutte contre le terrorisme est un paramètre fondamental de la politique intérieure et extérieure de la Turquie.

Avant de terminer, il faut quand-même souligner encore une fois la nature internationale du terrorisme. Alors, la lutte contre le terrorisme doit aussi être internationale. Les ressources économiques, logistiques et militaires de la terreur ne peuvent être asséchées que grâce à une coopération internationale. Les organisations terroristes ne pourront pas survivre sans l'appui des Etats qui les utilisent. Espérons que les pays vont un jour abandonner de parler de « mon terroriste, ton terroriste », car la terreur est une menace commune, et un crime contre l'humanité dans son ensemble.